

Actualité en France

N° 25 – novembre 2014

Les jeunes entreprises à fort potentiel poussées par la French Tech

La France veut mettre en avant les jeunes entreprises à fort potentiel qui se créent aux quatre coins de l'hexagone. Afin de donner une meilleure visibilité à l'international aux jeunes entreprises au fort potentiel de croissance et aux régions qui les accueillent, le gouvernement a annoncé la création d'un nouveau label baptisé « French Tech ». «L'objectif est de tout faire pour que les prochains «Google» naissent et se développent

ici, en France», résume Fleur Pellerin, la ministre de la culture et de la communication qui a lancé cette initiative à l'automne dernier lorsqu'elle gérait le portefeuille de l'économie numérique.



Les jeunes entreprises à fort potentiel spécialisées dans l'Internet ne seront pas les seules à pouvoir bénéficier de ce label car Paris souhaite promouvoir «cette génération de talents à la fois mondialisés, ambitieux et porteurs d'une «French Touch» associée à la culture et au

mode de vie de son territoire, la France et l'Europe », résume une note de cette mission qui dépendra du ministère de l'économie, de l'industrie et du numérique. «Les jeunes entreprises à fort potentiel sont un vrai levier de développement économique dans la durée, ce ne sont pas quelques jeunes qui s'amuse dans leur coin, renchérit David Monteau, le directeur de cette initiative. C'est en faisant croître des jeunes entreprises à fort potentiel que l'on fabrique des entreprises de taille intermédiaire. L'écosystème français est tout à fait capable de développer une ou deux entreprises de la taille de Criteo par an, pas seulement une tous les dix ans». Fondée en 2005 à Paris, cette entreprise de «recyclage» publicitaire sur Internet, qui a enregistré en 2013 un chiffre d'affaires en hausse de 63% en un an à 444 millions d'euros, est une des rares sociétés hexagonales à être cotée au Nasdaq, important marché électronique d'actions américain. Mais d'autres «pépites» de ce genre ne demandent qu'à être polies en France.

Fondée en 2000, Datawords traduit et adapte en de nombreuses langues les sites sur la Toile de grandes multinationales comme L'Oréal, Total, Seb et Audi. Ses 300 salariés originaires d'une quarantaine de pays parlent plus de 50 langues. A peine 29% de ses 25 millions d'euros de chiffre d'affaires proviennent aujourd'hui de clients basés dans l'hexagone et 85% de ses affaires en France concerne les activités internationales des grands groupes. Difficile d'être plus international... La société CopSonic vient, quant à elle, d'être invitée par la Banque Mondiale à la conférence internationale du G20 sur l'inclusion financière dans le monde pour présenter sa toute nouvelle technologie qui permet de réaliser des transactions financières



MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DU DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

sécurisées entre mobiles en utilisant les ultrasons comme moyen de communication. *«Dans les secteurs de l'innovation et de la technologie, la France est le meilleur pays au monde pour s'installer car nous pouvons bénéficier d'importantes aides et de subventions, résume Stéphane Allard. Cet entrepreneur a créé en octobre 2011 la société Wisemetrics qui propose des applications Internet d'exploitation des volumes massifs de données. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si on voit de grands groupes installer leur centre de R&D dans ce pays. Nous disposons en effet d'excellents ingénieurs qui acceptent des salaires raisonnables».*

Avec son nouveau label, le gouvernement va aussi chercher à mettre en avant les métropoles qui encouragent les jeunes entreprises à fort potentiel à se développer sur leur territoire. Pour pouvoir apposer sur leurs documents officiels le coq rouge stylisé, symbole du French Tech, ces villes devront être sélectionnées par un jury composé d'experts internationaux, francophones d'horizons divers (entrepreneurs, investisseurs, économistes, collectivités...). Leur dossier de candidature devront préciser le nombre de sociétés spécialisées dans le numérique qu'elles abritent et faire valoir des succès locaux. Les candidats devront également détailler le montant des capitaux investis dans ce secteur et énoncer les événements et les conférences dédiés aux jeunes entreprises à fort potentiel qu'ils organisent. La présence d'incubateurs et d'un bâtiment emblématique dans lequel les jeunes pousses peuvent s'installer quelques temps est également souhaitée. Une trentaine d'agglomérations ont déjà déposé un dossier. Certaines métropoles comme Nantes, Lille, Lyon et Toulouse, dont la réputation en matière d'accueil de jeunes entreprises à fort potentiel n'est plus à faire, semblent partir avec une certaine longueur d'avance pour décrocher le nouveau label. Cependant, le gouvernement souhaite aussi promouvoir des communes plus modestes en encourageant la mise en réseau d'écosystèmes grâce à la culture collaborative du monde d'Internet.

Ce label ne permettra pas aux sociétés et aux villes qui l'arboreront de recevoir automatiquement des subventions publiques, mais l'Etat compte toutefois débloquer une enveloppe de 15 millions d'euros pour aider les membres de ce réseau à participer notamment à des salons à l'étranger ou à financer la création de laboratoires de fabrication, ces espaces de conception et de prototypage avec des imprimantes 3D. Bpifrance, un organisme français de financement et de développement des entreprises, a également prévu de réserver aux métropoles labellisées 80% de ces 200 millions d'euros de budget, qu'il souhaite investir afin de permettre à des toutes petites entreprises de se développer. Le French Tech est bien parti

Marco Rangi

N.B : Les propos et opinions exprimés dans le présent article, qui vise à informer sur les réalités de la France contemporaine, ne revêtent aucun caractère officiel.